



**PRÉFET
DE LA SEINE-
MARITIME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Normandie**

Unité Départementale Rouen-Dieppe

Arrêté préfectoral du 24 JUIN 2026 mettant en demeure la société NORMANDIE BOIS à SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY de se conformer aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6 et L. 171-8 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 nommant M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu l'arrêté ministériel du 2 mars 2023 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2415 (installations de mise en œuvre de produits de préservation du bois et matériaux dérivés) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 6 février 2004 régularisant les activités de la SARL NORMANDIE BOIS sur la commune de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 2025-049 du 25 septembre 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, sous-préfet de Rouen ;
- Vu les courriels du 31 mars 2026 de la direction des services techniques de la ville de SAINT-ÉTIENNE-DU-ROUVRAY concernant les hydrants publics n° 118 et n° 112 ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier électronique en date du 23 avril 2026 suite à la visite d'inspection du 31 mars 2026 ;
- Vu la réponse formulée par l'exploitant par courriers électroniques en date du 12 mai et du 22 juin 2026 ;
- Vu la fiche de contrôle d'un point d'eau incendie fournie par la Métropole Rouen Normandie relative à la borne incendie n° 76575_112 en date du 17 juin 2026 ;

CONSIDÉRANT :

que la société NORMANDIE BOIS située sur la commune de SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY est régulièrement autorisée à exercer des activités de mise en œuvre de produits de préservation du bois par arrêté préfectoral du 6 février 2004 ;

que l'article 4.12.1 de l'arrêté préfectoral du 6 février 2004 régularisant les activités de la SARL NORMANDIE BOIS sur la commune de SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY exige que la défense extérieure contre l'incendie du site soit assurée par un minimum de deux poteaux d'incendie de 100 mm normalisés (NFS 61.213) piqués sur des canalisations qui doivent pouvoir assurer en toutes circonstances un débit minimal de 120 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar ;

que les courriels du 31 mars 2026 de la direction des services techniques de la ville de SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY indiquent que l'hydrant n° 112 situé rue de la Boulaie est hors service et que l'hydrant n° 118, contrôlé le 28 mars 2025, a un débit de 60 m³/h à 5,4 bars de pression ;

que le compte-rendu d'essai de l'hydrant n° 118 n'a pas été fourni et que les débits doivent être mesurés sous une pression dynamique de 1 bar ;

que la fiche de contrôle d'un point d'eau incendie fournie par la métropole Rouen Normandie relative à la borne incendie n° 76575_112 situées dans l'environnement de l'usine NORMANDIE BOIS en date du 17 juin 2026 mentionne un débit de 30m³/h sous une pression dynamique de 1 bar ;

que le site ne dispose par ailleurs d'aucune ressource d'eau en interne permettant de compléter le débit fourni par le poteau incendie public n° 118 et la borne incendie n° 76575_112 ;

que les autres poteaux publics de défense contre l'incendie sont à plus de 100 m par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours ;

que l'exploitant a fourni l'accord écrit du propriétaire de la borne incendie privée située au 17 rue des Cateliers à SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY pour son utilisation en cas d'incendie sans fournir d'attestation de débit de cette borne ;

qu'ainsi, les moyens nécessaires pour lutter efficacement contre l'incendie sur le site ne sont pas réunis (accès à une ressource de 90 m³/h pour un besoin requis réglementaire de 120m³/h) ;

que le principal risque à défendre sur le site de NORMANDIE BOIS est le risque incendie compte tenu des stockages de matières combustibles (grumes et planches de bois) ;

que ces faits constituent un manquement à l'article 4.12.1 de l'arrêté préfectoral du 4 février 2006 régularisant les activités de la SARL NORMANDIE BOIS sur la commune de SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société NORMANDIE BOIS de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables pour son établissement situé sur le comme de SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY ;

qu'un délai est nécessaire pour la mise en conformité des installations ;

ARRÊTE

0825 MIUL A S

Article 1^{er}

La société NORMANDIE BOIS (SIRET n° 34969057800019), dont le siège social est situé Rue des Cateliers 76 800 SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY est mise en demeure pour son établissement situé à la même adresse de respecter l'**article 4.12.1 de l'arrêté préfectoral du 6 février 2004** susvisé sous **deux mois** à compter de la notification du présent arrêté en disposant des hydrants pouvant assurer en toutes circonstances un débit minimal de 120 m³/h sous une pression dynamique de 1 bar.

Cette prescription est réputée satisfaite si l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées des compte-rendus d'essai d'hydrants publics ou privés, situés dans un rayon de 100 m du site, indiquant que le débit de 120m³/h est atteint pour protéger le site ou si l'exploitant dispose d'une ressource d'eau incendie en interne de 120 m³ permettant de compléter le besoin en eau incendie déjà disponible.

Article 2

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans les délais prévus au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

Article 3

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de ROUEN.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R. 421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site www.telerecours.fr. Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

Article 4

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY pendant une durée minimum d'un mois.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de la commune SAINT-ETIENNE-DU-ROUVRAY, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, le directeur départemental du service d'incendie et de secours de la

Seine-Maritime, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté est notifié à la société NORMANDIE BOIS.

Fait à ROUEN, le **24 JUIN 2020**

Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale adjointe



Hélène HESS